

▶ ESPACES ET RESSOURCES

L'espace méditerranéen impressionne par sa diversité : celle des espèces qui y vivent, des sols qui le tapissent, des reliefs qui le tourmentent et des îles qui le fragmentent. Ce faisant, les territoires méditerranéens semblent partager une communauté de traits physiques et biologiques qui leur permettent d'être définis en tant que milieu singulier. Et quoi de mieux que la limite de l'olivier pour préciser les contours souvent flous d'un espace méditerranéen mal circonscrit ?

Quand on s'intéresse aux pays méditerranéens, et non pas au seul espace bioclimatique méditerranéen, le territoire s'étire alors de Brest à Tamanrasset, de Palmyre à La Corogne, de Trabzon à Assouan pour ne citer que quelques confins. À l'espace réellement méditerranéen, cet ensemble associe de fait des espaces arides au Sud et tempérés au Nord. À cette échelle, la diversité est donc encore plus saisissante, le contraste entre les rives aussi : aux rives méridionale et orientale souvent pauvres en terres et en eau fait face un Nord globalement plus favorisé. Ce déterminisme naturel n'a pas abattu ceux qui le subissaient, au contraire même. C'est dans les espaces dont la plus grande partie du territoire est aride que les technologies hydrauliques ont longtemps été les plus performantes. Hostilité de la nature, génie de la culture !

Mais rien n'est définitivement gagné d'ailleurs. Les temps actuels sont difficiles dans cette région du monde : au manque d'eau et de terres qu'explique la géographie, s'ajoute l'empreinte, parfois catastrophique, des hommes. Avec le changement climatique dont la cause anthropique ne fait plus de doute, la preuve est là que certains objets culturels (les moteurs, les industries, etc.) peuvent aussi rendre la nature hostile. Et c'est à l'endroit où le manque de ressources est le plus évident que les effets devraient être les plus patents. Devant la croissante dictature de l'aridité, les réponses doivent être urgentes, massives et collectives, et vraisemblablement se situer à plusieurs échelles dont celle de la coopération multilatérale. Si les Méditerranéens veulent coexister dans leur diversité, c'est aussi ensemble qu'ils doivent penser et gérer leurs ressources. C'est l'union dans l'adversité.

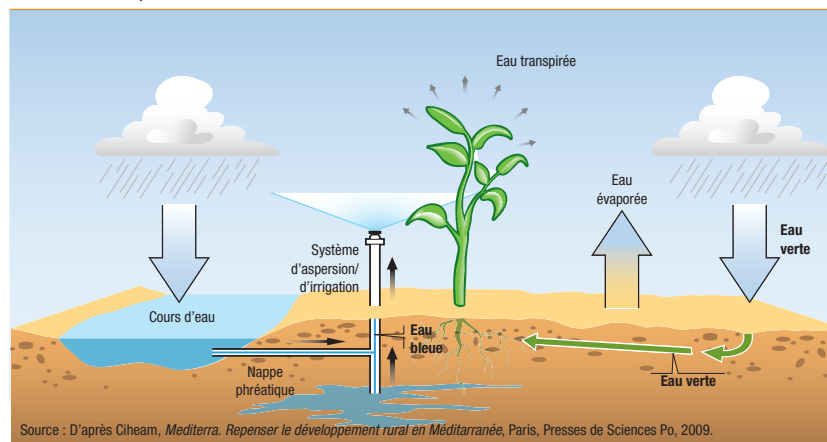
Il est loin le temps où Strabon le Géographe écrivait qu'un écureuil pouvait traverser la péninsule Ibérique en passant d'un arbre à un autre. La forêt méditerranéenne figure parmi les ressources les plus menacées. Son recul a pu accompagner une forme de développement ; nous n'en sommes plus là aujourd'hui : si la déprise agricole permet au Nord le retour de la forêt à certains endroits, le risque est réel de la voir disparaître au Sud et à l'Est du bassin !

FRACTURES ET RARETÉ HYDRIQUES

Pour faire face à la rareté de l'eau, les peuples méditerranéens, surtout les Nabatéens et les Arabes, ont donné naissance à une hydraulique performante, notamment pour arroser les parcelles agricoles. En Égypte où les cultures ne peuvent se développer sans irrigation, les crues du Nil sont exploitées avec force techniques depuis des millénaires. Mais c'est au ^{xx}e siècle que l'irrigation s'est le plus développée, du moins en termes de surfaces couvertes. Fondée sur une politique de l'offre, c'est-à-dire sur la mobilisation de l'eau par des équipements divers (barrages, canalisations, etc.), cette révolution hydraulique s'est produite dans des contextes politiques et économiques différents. Les PSEM ont assis leur indépendance sur la recherche de l'autonomie alimentaire en lançant de grands programmes d'équipement hydraulique destinés à renforcer leur agriculture dans un environnement aride. Ce fut particulièrement le cas de l'Égypte, de la Syrie et du Maroc. En Algérie, au Liban et dans les Territoires palestiniens, les choix de politiques agricoles ou les vicissitudes géopolitiques ont réduit le dynamisme hydraulique. La Turquie, très en retard dans ce domaine, le compense aujourd'hui avec le programme de développement de l'Anatolie du Sud-Est qui prévoit à terme la construction de 21 barrages, et l'irrigation de 1,7 million d'hectares à partir de l'Euphrate et du Tigre.

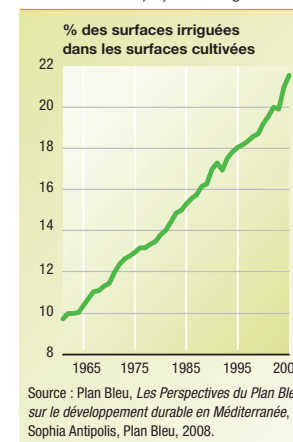
En Europe, la politique agricole commune et son orientation productiviste expliquent le recours massif à l'irrigation. Dans le cas de l'Espagne, l'équipement hydraulique a été pensé dès les années 1930, dans le cadre d'un développement autocentré, fondé sur l'agriculture d'autosuffisance. Il évoluera par la suite vers un modèle plus agro-exportateur, que consacrera l'intégration à l'Europe en 1986.

Eaux verte, bleue et évapotranspirée

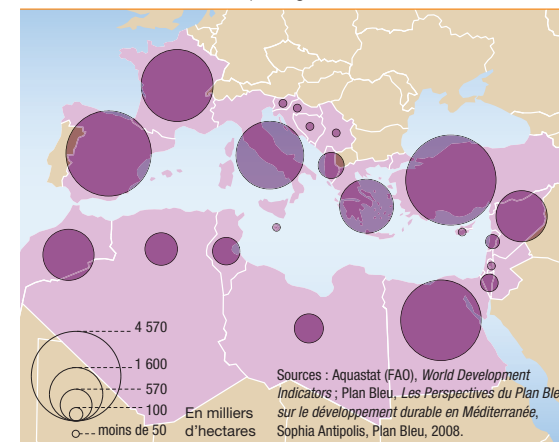


Les poids lourds de l'irrigation sont l'Espagne, la France, l'Italie, la Turquie et l'Égypte, les pays de la rive sud étant les plus démunis. La prédominance de ces pays en matière d'irrigation est liée à l'abondance de terres arables (France, Espagne et Italie) ou, dans le cas de l'Égypte, au fait que l'agriculture n'est tout simplement pas envisageable sans irrigation. Cette dépendance à l'irrigation se vérifie aussi dans les autres PSEM étant donné leur climat plus aride. La répartition entre l'eau bleue (l'eau superficielle ou de nappes, apportée par l'irrigation) et l'eau verte (l'eau des précipitations captée directement par la plante) traduit bien ce besoin d'irrigation : dans les PSEM hors Turquie, la part de l'eau bleue prévaut largement sur la part de l'eau verte, à l'inverse des pays de la rive Nord, où la demande de l'agriculture en 2005 était de 17 % en eau bleue et de 83 % en eau verte.

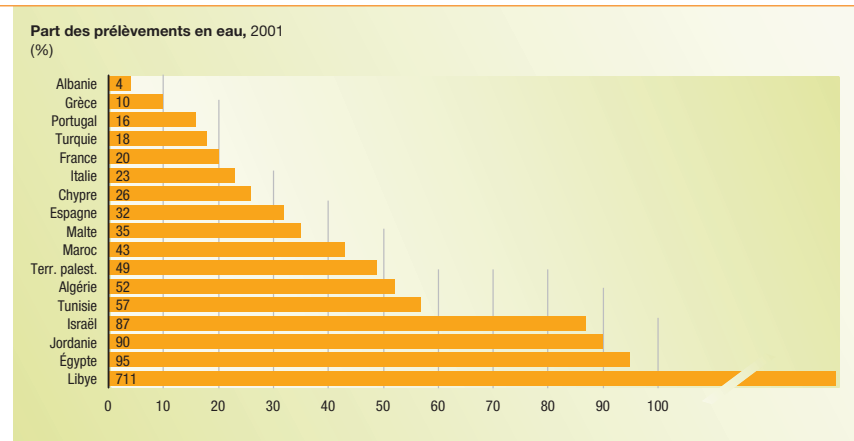
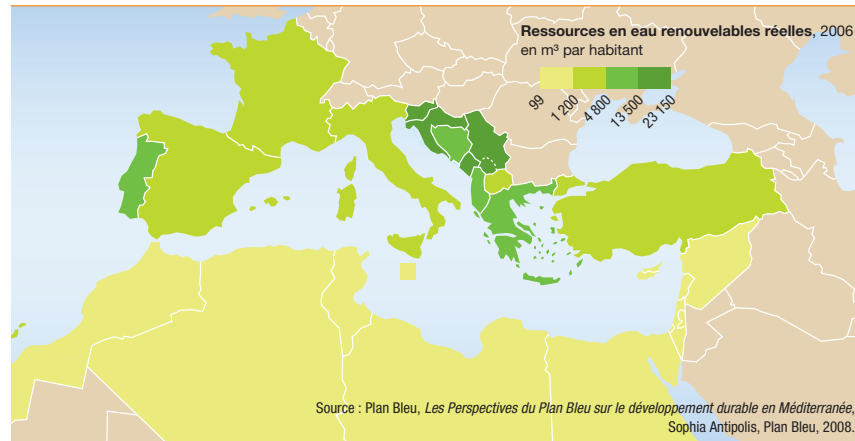
IRRIGATION, 1961-2005



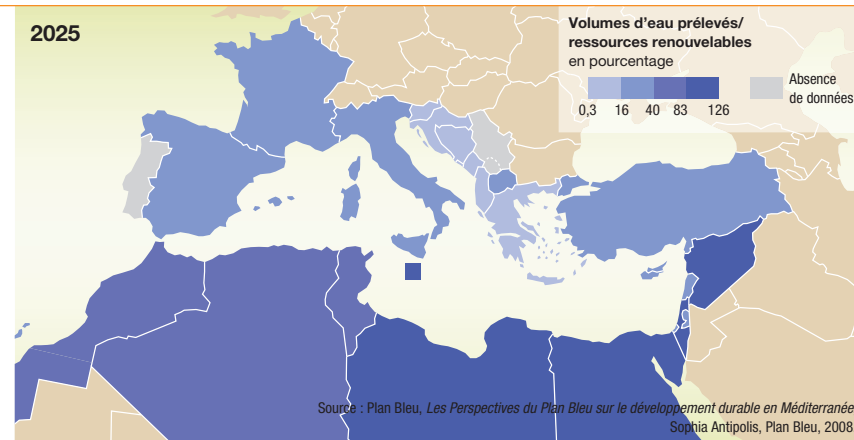
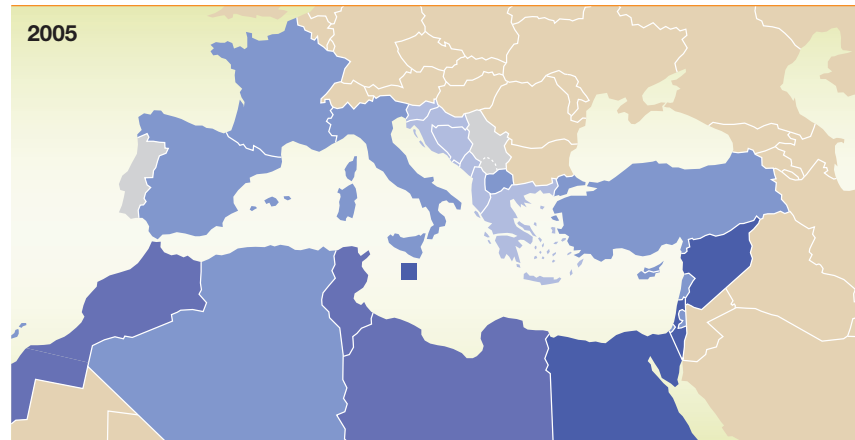
SURFACES IRRIGUÉES, 2005



RESSOURCES EN EAU ET PRÉLÈVEMENTS



INDICE D'EXPLOITATION DES RESSOURCES EN EAUX NATURELLES RENOUVELABLES



FRACTURES ET RARETÉ HYDRIQUES

DES SIGNES D'ÉPUISEMENT ET DE TENSIONS

Après avoir connu un essor considérable, l'irrigation atteint sans doute ses limites, surtout dans les PSEM qui figurent parmi les pays du monde les plus démunis en termes de disponibilités hydriques, puisque la moitié des « pauvres en eau » (moins de 1 000 mètres cubes par habitant) y réside. L'indice d'exploitation des ressources naturelles (rapport entre les volumes prélevés et l'eau renouvelable disponible) donne une indication préoccupante des tensions qui pèsent désormais sur la ressource. La plupart des PSEM ont ainsi un indice d'exploitation excédant les 50 % mais c'est surtout à l'Est du bassin que la situation est la plus inquiétante. À l'exception du Liban et de la Turquie, pays d'eau l'un et l'autre, les indices sont déjà très élevés (plus de 75 %) et devraient s'accroître selon les scénarios tendanciels. À ces limites quantitatives s'ajoutent des signes de dégradation de la qualité de l'eau. Par exemple, l'accroissement des prélèvements dans les nappes rend celles-ci plus sensibles aux intrusions marines. C'est particulièrement le cas dans des territoires situés le long de la mer comme les îles, en particulier Chypre.

Géopolitiques de l'eau. Cette dégradation de la situation hydrique pourrait s'intensifier sous l'effet des changements climatiques qui se font déjà ressentir. Déjà limitées sur les rives orientale et méridionale, les précipitations semblent engagées dans un processus de raréfaction et d'irrégularité croissante. La tension sur la ressource est d'autant plus inquiétante que les bassins versants des fleuves ou les nappes souterraines sont parfois partagés entre pays rivaux. Il existe bien une question hydropolitique en Méditerranée, dans les bassins du Jourdain, de l'Euphrate, du Tigre et du Nil pour ne citer que les plus crisogènes. La situation est

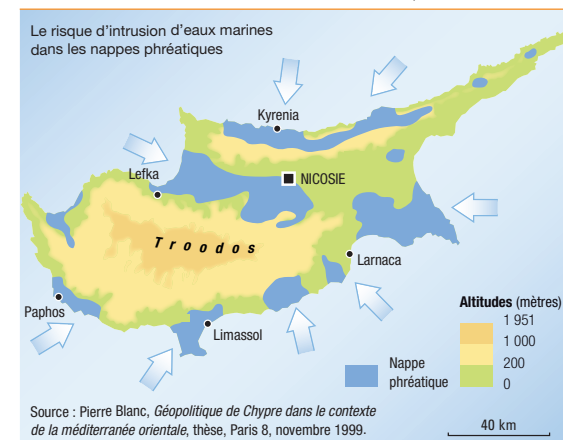
particulièrement tendue en ce qui concerne le bassin du Jourdain. Depuis 1967, Israël a mis en place en Cisjordanie un certain nombre de dispositifs visant à prévenir de trop forts prélèvements palestiniens dans les aquifères nord et ouest (quotas d'irrigation, contrôle des forages, etc.) qui devront être questionnés dans le cadre d'un réel processus de paix. En l'absence d'un droit international de l'eau contraignant, et dans un contexte de tension sur la ressource, seule la coopération peut faciliter l'accès du plus grand nombre aux eaux potables et d'irrigation.

LA NOUVELLE RÉVOLUTION HYDRAULIQUE

Pour faire face à ces problèmes, la politique de l'offre ne présente pas de grandes possibilités d'expansion, en dépit des progrès effectués dans les domaines du dessalement de l'eau de mer (Algérie, Israël, Espagne, Chypre, notamment) et de la réutilisation des eaux usées (Égypte, Israël). L'avenir de l'eau en Méditerranée doit désormais être envisagé sous l'angle d'une meilleure gestion de la demande. Le temps est venu d'une nouvelle révolution hydraulique fondée surtout sur les économies d'eau. Dans les PSEM où le manque d'eau est criant, c'est bien sûr l'irrigation qui offre les plus grandes possibilités d'économies. Elle y représente souvent plus de 70 % de la demande en eau, et les techniques employées sont peu économes, surtout au Maroc, en Égypte, en Syrie et en Turquie, qui privilégient l'irrigation gravitaire, à l'opposé de la France, d'Israël et de la Libye qui donnent la priorité à l'aspersion ou au goutte-à-goutte. Le passage à une irrigation plus économe se fait d'autant plus facilement qu'un système de tarification pousse les agriculteurs à faire des économies. Mais cela suppose deux impératifs : d'une part, les agriculteurs doivent être convenablement connectés aux marchés afin de vendre leurs produits dans de bonnes

conditions pour pouvoir être rémunérés et donc rentabiliser les investissements hydrauliques consentis ; d'autre part, la gestion de l'eau doit être mutualisée, notamment au travers d'association d'irrigants. L'enjeu hydrique demeure avant tout une question de développement agricole. Plus largement, à l'échelle du bassin, on peut imaginer que les pays s'orientent vers des cultures économes en eau ou à plus fort rendement hydrique. Par l'échange commercial, les pays les plus pauvres recourent déjà à l'importation d'eau virtuelle au travers des achats de produits agricoles (mais aussi à l'exportation d'eau virtuelle, par exemple la tomate du Maroc). C'est une piste de réflexion pour l'avenir de la coopération régionale face aux défis posés par les dérèglements climatiques d'ores et déjà à l'œuvre en Méditerranée, région où la question de l'eau est plus que jamais centrale. ■

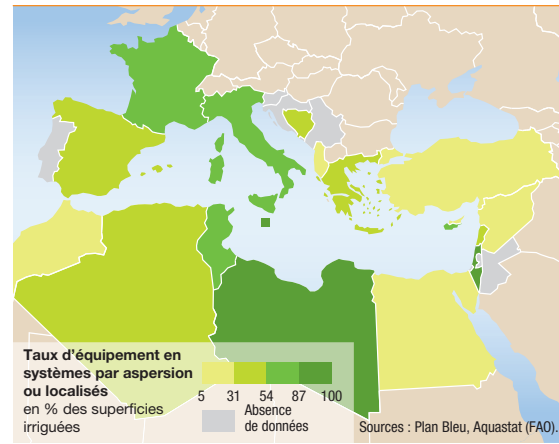
LES NAPPES PHRÉATIQUES À CHYPRE, 2000



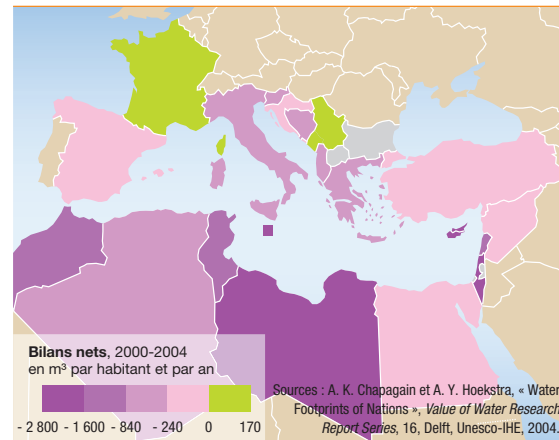
LES AQUIFÈRES EN CISJORDANIE



SYSTÈMES D'IRRIGATION, 2005



BILANS NETS DES FLUX D'EAU VIRTUELLE



EAU VIRTUELLE, 2004

